

Office fédéral de l'environnement

Section Climat

3003 Berne

Le 27 février 2009

Concerne: Projet de révision de la loi sur le CO₂

Madame, Monsieur,

Ecologie libérale soutient l'initiative pour le climat dont le libellé du texte dit ceci:

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 est complétée comme suit:

Art. 89a (nouveau) Protection du climat

1 La Confédération et les cantons mènent une politique climatique efficace. Ils veillent à ce que les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'activité humaine produites en Suisse diminuent d'au moins 30 pour cent d'ici à 2020 par rapport au volume qu'elles atteignaient en 1990. La Confédération fixe des objectifs intermédiaires.

2 La législation d'exécution se réfère à l'art. 89, al. 2 à 4; elle met l'accent sur l'efficacité énergétique et les nouvelles énergies renouvelables.

De ce fait, il est pour nous inacceptable que la Confédération ne diminue pas d'au moins 30% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 en Suisse. C'est une exigence politiquement viable et acceptable. Elle est corroborée par une nouvelle étude de McKinsey&Company qui indique que la Suisse peut économiser même 40% des coûts négatifs liés aux émissions. Nous ne sommes pas opposés au fait de diminuer en plus nos émissions par des achats de certificats à l'étranger.

Selon Lord Nicholas Stern, l'ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, le coût des mesures de réduction des gaz à effet de serre sera jusqu'à dix fois inférieur aux coûts occasionnés par les conséquences du changement climatique, si rien n'était entrepris pour enrayer le réchauffement climatique. Toutes les nouvelles études portant sur la Suisse montrent également que les deux secteurs les plus concernés par les émissions des gaz à effet de serre (bâtiments et trafic automobile) ont un énorme potentiel de réduction. D'un point de vue économique, ces secteurs comportent même des coûts souvent négatifs. La Suisse se tirerait une balle dans le pied en n'exploitant pas systématiquement ce potentiel. Finalement, l'intérêt primordial de la Suisse est de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'étranger en évitant d'importer de l'énergie sous forme fossile, ce qui baisserait aussi le flux de pétrodollars sortant du pays.

Une politique climatique ambitieuse présente des avantages tant écologiques qu'économiques.

Nous regrettons que le rapport mis en consultation ne relève pas ce point essentiel. Il est même tendancieux et laisse sous entendre que les effets économiques sont négatifs pour notre pays. Ceci pour plusieurs raisons dont le fait que l'on n'a guère tenu compte des avantages d'un ralentissement du changement climatique et des bénéfices économiques et sur l'emploi des différentes mesures comme par exemple celles qui visent le bâtiment.

On peut supposer qu'une étude sérieuse sur les effets économiques induits par une politique climatique optimale de la Suisse parviendrait à la conclusion que la réduction de 40% de la production indigène de CO₂ serait très bénéfique au pays. Nous attendons du gouvernement qu'il produise une telle étude afin que notre pays puisse faire le bon choix.

Dr Isabelle Chevalley
Présidente d'Ecologie libérale